

Communiqué de presse

18 novembre 2005

Il n'y a pas de liberté d'accès à l'information sans liberté d'expression.

Participant au Sommet mondial sur la société de l'information (WSIS) en Tunisie, l'IFLA proteste vigoureusement contre les atteintes à la liberté intellectuelle dans ce pays. Nous avons constaté avec beaucoup d'inquiétude les tentatives des autorités tunisiennes de faire taire les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme pendant la préparation du sommet et durant le sommet. Des défenseurs des droits de l'homme ont été emprisonnés et quelques uns font la grève de la faim. Des journalistes ont été attaqués, des réunions de la société civile ont été annulées pour protester contre cet état de fait. L'information a été censurée, les journaux supprimés et des sites Web fermés.

L'IFLA soutient l'appel du groupe de gestion tunisien (TMG) au secrétaire général de l'ONU M. Kofi Annan "pour qu'il intervienne auprès des autorités tunisiennes afin qu'elles cessent les attaques contre la société civile et la liberté d'expression non seulement pendant le sommet, mais au-delà et de lancer une enquête spéciale du Haut commissaire aux droits de l'homme sur ces attaques pendant le WSIS."

Par ses actions, le pays hôte a démontré de façon regrettable qu'il ne partage pas la vision commune de la Société de l'information pour tous adoptée à Genève par le WSIS en novembre 2003 et qui est soutenue très fort par l'IFLA. Cette vision propose une société non discriminante dans laquelle chacun peut créer, accéder, utiliser et partager l'information et le savoir. Cela signifie fournir aux gens la possibilité de chercher, de recevoir et de transmettre l'information et les idées sans limitation, en conformité avec l'Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour atteindre cet objectif, l'IFLA insiste sur la nécessité de supprimer toutes les barrières à l'accès à l'information pour tous. En conséquence,

L'IFLA demande instamment au gouvernement tunisien de supprimer toutes les barrières à l'accès à l'information pour tous ses citoyens.

L'IFLA réaffirme son attachement profond aux droits fondamentaux de l'homme de savoir, d'apprendre et de communiquer sans restriction.

L'IFLA demande instamment au gouvernement tunisien de respecter les droits de l'homme et de supprimer les obstacles à la liberté d'accès à l'information, à la liberté d'expression et à la liberté d'association

après le Sommet mondial de la société de l'information.

Contacts:

Paul Sturges

Président de IFLA/FAIFE,
Department of Information Science
Loughborough University
Leicestershire, UK, LE 11 3TU
Tel.: +44 (0) 1509 22 8069
Fax: +44 (0) 1509 22 3053
Email: R.P.Sturges@lboro.ac.uk

Susanne Seidelin

Directrice, bureau IFLA FAIFE,
Copenhagen, Denmark
Tel: +45 32 34 15 32
Fax: +45 32 84 02 01
Email: susanne.seidelin@ifla.org or sus@db.dk

Sources :

- Tunisian Monitoring Group (TMG) -- <http://campaigns.ifex.org/tmg/>
- World Association of Newspapers (WAN) -- <http://www.wan-press.org/recherche.php3?recherche=WSIS>
- Amnesty International -- <http://web.amnesty.org/library/Index/ENGMDE300192005>
- IFEX -- <http://www.ifex.org>

Dernière révision: 3 January 2006
Copyright © International Federation of Library Associations and Institutions
www.ifla.org